

## D'autres choix



Inauguration du gymnase Jules Ferry.

En janvier dernier, je faisais une analyse objective de notre situation économique et sociale. Tous les indicateurs étaient - et restent désespérément - au rouge.

Toujours facile de critiquer en cette période de crise ?

Le Président de la République affirme péremptoire que la France s'en sort "mieux" que nos partenaires européens. "Moins mal" au lieu de "mieux" conviendrait en toute modestie.

Le Président oublie-t-il la bonne situation héritée en 2002 ?

Avait-on d'autres choix ? Prenons quelques exemples :

- **3 milliards de recettes perdus**, cadeau aux restaurateurs grâce à la TVA abaissée à 5,5%
- Pour la même somme, les 100 000 postes de fonctionnaires supprimés auraient pu être maintenus en cette période d'augmentation du chômage (+20% en 2009 en Seine-Saint-Denis) notamment :
- 40 000 postes préservés à l'Education Nationale dont 1500 RASED maîtres spécialisés pour les jeunes en difficultés.
- Les remplacements seraient assurés !
- Accueil des enfants de 2 à 3 ans à l'école maternelle refusé depuis 2 ans (300 familles cherchent une place en crèche à Neuilly-sur-Marne).
- Création de postes d'enseignants pour accueillir les jeunes du baby boom de l'an 2000 dans nos collèges.
- 10 000 postes de policiers et de gendarmes supprimés alors que la violence augmente (il manque 20 policiers dans notre commissariat).
- **140 milliards de niches fiscales** devaient être réduites mais au contraire, elles sont en augmentation. Cela aurait permis par exemple :
- De diminuer l'ensemble des emprunts de l'Etat, 1500 milliards (le remboursement des intérêts en 2010 pourrait être le premier budget de l'Etat devant celui de l'Education Nationale)
- D'abonder les caisses de retraite (futur débat)
- En période de chômage, **la défiscalisation des heures supplémentaires** est une hérésie et accroît le déficit des comptes sociaux : 3 milliards seraient récupérés.
- Cela diminuerait le déficit annuel du budget des comptes sociaux actuellement de 30 milliards.
- **Le bouclier fiscal :**
- Un vrai scandale, 5% du total des foyers fiscaux bénéficient de 75 % de ce bouclier. Pourquoi maintenir en période de crise un tel privilège pour des fortunés ?
- **Citons quelques autres anomalies :**
- Salaire de M. Proglia à EDF, 45 % de plus que son prédécesseur et 3 fois plus que le patron de la RATP !
- Salaire du chef de l'Etat + 170 %
- 9,5 millions pour la communication de M. Sarkozy (3,28 millions pour les sondages en 2008)
- Le grand emprunt de 35 milliards !
- Le train de vie des cabinets ministériels, + 33,2 %
- 300.000 auto-entrepreneurs dispensés de charges, concurrents des artisans et des PME...

Pourtant l'Etat a transféré des charges aux collectivités territoriales sans compensation financière réelle, accusant celles-ci de mauvaise gestion alors que leurs budgets sont équilibrés et leur endettement limité pour la plupart d'entre elles (8,6 milliards d'euros chaque année contre 149,2 pour l'Etat).

*Jacques Mahéas*  
*Sénateur Maire*

*Vous pouvez prendre connaissance de mon action au Sénat sur mon site : <http://perso.wanadoo.fr/jacques.maheas/>*